



NATIONS
UNIES

EP

UNEP/MED WG.463/CRP.2



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

3 avril 2019

Français

Original : anglais

Réunion du Groupe de coordination de l'approche écosystémique sur la surveillance de la pollution

Podgorica, Monténégro 2-3 avril 2019

NOTE PAR LE SECRETARIAT

L'annexe à la présente note présente les conclusions et recommandations de la Réunion du Groupe de Coordination de l'Approche Écosystémique sur la Surveillance de la Pollution, Podgorica, Monténégro, 2-3 avril 2019, adoptées par la réunion

Pour des raisons tant écologiques qu'économiques, ce document a été imprimé en quantité limitée. Les délégués sont invités à apporter leurs exemplaires aux réunions et à ne pas demander de copies supplémentaires.

ANNEXE

Conclusions et de recommandations

Les 2 et 3 avril 2019, la Réunion du Groupe de correspondance de l'approche écosystémique sur la surveillance de la pollution s'est tenue à l'hôtel Hilton de Podgorica (Monténégro), à l'aimable invitation du Ministère du développement durable et du tourisme.

La Réunion a grandement apprécié l'allocution de bienvenue prononcée par son Excellence, M. Pavle Radulović, Ministre du développement durable et du tourisme.

À la suite de l'examen de tous les points à l'ordre du jour et des discussions qui ont eu lieu, la Réunion est convenue des conclusions et des recommandations ci-après :

Point 3 de l'ordre du jour: État d'avancement de la mise en œuvre du Programme de surveillance et d'évaluation intégrées (IMAP) en ce qui concerne EO5 et EO9, le programme de suivi MEDPOL et les perspectives d'avenir

1. Prenant en compte les besoins en évolution pour combler les lacunes, surtout celles relatives à l'évaluation des fiches d'orientation, la Réunion se félicite de la révision proposée des fiches d'orientation pour les indicateurs communs 13, 14, 17, 18, 20 et 21 relatifs aux objectifs écologiques 5 (eutrophisation) et 9 (contaminants) ainsi que de la proposition des fiches d'orientation pour les indicateurs potentiels 26 et 27 relatifs à l'objectif écologique 11 (énergie, notamment le bruit en milieu marin) et demande au Secrétariat de soumettre à la réunion des Points focaux du MED POL en mai 2019 la version révisée des fiches d'orientation pour approbation.

2. S'agissant des questions transversales et après examen du document UNEP/MED WG.463/5, la Réunion :

- a. Salue les travaux accomplis par le Secrétariat visant à faire progresser les questions transversales qui ont été présentées à la Réunion régionale sur les meilleures pratiques (Rome, Italie, 10-12 juillet 2018) ;
- b. Prend acte des méthodes proposées pour l'évaluation intégrée du BEE fondée sur l'approche FPEIR et les approuve sur le principe ;
- c. Recommande aux Parties contractantes de les mettre à l'essai en vue de présenter les conclusions principales à la prochaine réunion du CORMON sur la surveillance de la pollution ;
- d. Recommande de compléter ces méthodes par la modélisation des données de surveillance afin d'obtenir une quantification plus fiable de l'ampleur des impacts (c'est-à-dire, une notation scientifique) ;
- e. Demande au Secrétariat de présenter ces méthodes à la prochaine réunion des Points focaux du MED POL en mai 2019 ;
- f. Recommande de continuer à appliquer les tendances, mais également les seuils émergents/actualisés comme outils appropriés pour l'évaluation du BEE, les deux options devant se compléter mutuellement ; et
- g. Recommande de poursuivre la mise en œuvre de la décision IG.23/6 de la COP20 en encourageant les Parties contractantes à mettre à l'essai les des Critères d'évaluation de base (BAC) et les Critères d'évaluation environnementale (EAC) ainsi que l'application des seuils à titre expérimental tant à l'échelle régionale que sous-régionale. Il s'agit notamment de réviser éventuellement les valeurs d'évaluation actuelles (BAC, EAC et ERL) pour les métaux et les contaminants organiques dans

les sédiments côtiers, les bivalves et les poissons, en particulier le HgT, en tenant compte des différences sous-régionales.

3. La Réunion prend note de la feuille de route et de l'évaluation des besoins de MED QSR 2023, présentées dans le document UNEP/MED WG.450/3 et recommande au Secrétariat de veiller à les intégrer au programme de travail pour 2020-2021 du PNUE/PAM, conformément à la décision IG.23/6 de la COP20.

4. La Réunion se félicite des travaux accomplis par le Secrétariat pour donner suite à la liste des contaminants prioritaires et souligne l'importance de coordonner les efforts à différents niveaux afin de combler les lacunes dans les connaissances sur les contaminants prioritaires en vue de leur examen potentiel dans le cadre de l'IMAP.

5. La Réunion prend note des directives sur l'application de la typologie de l'eau (UNEP/MED WG.463/Inf.5) et demande au Secrétariat d'utiliser ce document durant les activités de formation et de renforcement des capacités. À l'issue de la présentation de l'expérience d'Israël concernant l'évaluation intégrée du BEE en matière d'eutrophisation, la Réunion recommande au Secrétariat d'envisager l'utilisation de cet exercice national. Enfin, la Réunion recommande au Secrétariat de finaliser les directives sur la typologie de l'eau en vue de les soumettre à la prochaine réunion du CORMON sur la surveillance de la pollution.

Point 4 de l'ordre du jour : Mise en œuvre de l'IMAP au niveau national

6. La Réunion salue le fort degré d'engagement des Parties contractantes, ainsi que les progrès qu'elles ont accomplis, dans la mise en œuvre de la phase initiale de l'IMAP (2016-2019) en ce qui concerne les objectifs écologiques 5 et 9. Elle souligne la nécessité de poursuivre les travaux afin de mettre en œuvre avec succès les programmes nationaux de surveillance basés sur l'IMAP en vue de fournir les données nécessaires à l'évaluation du BEE et de contribuer à la préparation de MED QSR 2023.

7. Consciente des difficultés et des défis à relever, la Réunion insiste sur la nécessité de renforcer et de coordonner davantage la mise en œuvre nationale de l'IMAP, notamment en fournissant un appui spécifique au suivi dans les zones extracôtières et en renforçant les capacités pour combler les lacunes clairement identifiées pendant la mise en œuvre de l'IMAP (par exemple, normaliser les méthodes d'analyse en termes d'assurance qualité et de contrôle qualité concernant les polluants organiques pour les HAP, les pesticides organochlorés et les polychlorobiphényles ainsi que la bioaccumulation des contaminants dans les grands poissons prédateurs ; déterminer le niveau des contaminants dans les environnements de haute mer ; enrichir les connaissances sur les nouveaux contaminants (par exemple, les produits pharmaceutiques) dans le biote marin et dans les sédiments ; etc.).

8. La Réunion souligne qu'il importe que les Parties contractantes redoublent d'efforts pour produire des ensembles de données plus complets et mieux synchronisés pour les évaluations en temps voulu.

Point 5 de l'ordre du jour : Base de données régionale de surveillance de la pollution marine et questions d'assurance qualité connexes ; Normes de données et dictionnaires de données

9. Prenant en considération le statut des jeux de données existants et la soumission de nouveaux jeux de données relatifs à la surveillance de la pollution présentés dans les documents UNEP/MED WG.463/3 et UNEP/MED WG.463/Inf.7, la Réunion note la nécessité, pour les Parties contractantes, de prendre les mesures suivantes pour montrer la voie à suivre :

- a) Établir des rapports sur toutes les données de surveillance en attente collectées jusqu'à 2018 ; et Corriger les erreurs dans les données soumises à la base de données de MED POL pour améliorer la qualité des données de surveillance, ainsi que leur intégration dans le nouveau Système d'information (pilote) IMAP ;

10. Mettre en œuvre le nouveau régime d'assurance qualité en prenant en compte les mécanismes existants (par exemple modèles de qualité et catégorie de signalement de l'assurance qualité) mis en œuvre partiellement dans le passé. 11. La Réunion examine et convient des régimes proposés d'assurance qualité et de contrôle des données relatives à la pollution comme présenté dans le document UNEP/MED WG. 463/10, et recommande leur soumission à la prochaine Réunion des Coordonnateurs de MED POL qui se tiendra en mai 2019.

12. La Réunion approuve les normes de données et dictionnaires de données (DS et DD) proposés pour les indicateurs communs de l'IMAP et recommande leur soumission à la Réunion des Points focaux du MED POL.

13. En vue de garantir la finalisation du Système d'information (pilote) IMAP, la Réunion recommande au Secrétariat et à CAR/Info la prise des mesures suivantes :

- a) Publier les DS et DD finalisés dans le Système d'information (pilote) IMAP tout en apportant des changements conséquents à la structure de la base de données ;
- b) Veiller à ce que le Système d'information (pilote) IMAP soit autorisé à recevoir en 2020 de nouveaux jeux de données relatives aux indicateurs communs 13, 14, 17 et 21 de l'IMAP ;
- c) Informer la réunion des points focaux MED POL du document relatif à la « Politique de gestion des données » du PAM, élaboré par le CAR / INFO et soumis aux fins de considération par les points focaux du CAR / INFO ;
- d) Préparer, d'ici la fin du prochain exercice biennal (2020-2021), les DS et DD d'autres indicateurs communs de l'IMAP relatifs au module Pollution.
- e) Demander au Secrétariat, en consultation avec les points focaux du MED POL, de désigner des experts nationaux qui contribueraient activement à la finalisation des DSs et des DDs pour d'autres groupes d'indicateurs communs IMAP liés à la pollution.

14. La Réunion note la nécessité de rapporter les données dans la base de données de MED POL pour les laboratoires qui prouvent leur aptitude, par le biais d'évaluations d'aptitude organisées par MED POL, d'évaluations d'aptitude mondiales ou de comparaisons interlaboratoires (ILC) internationalement reconnues.

15. En vue d'appuyer davantage le renforcement des capacités des laboratoires de nationaux pour qu'ils appliquent les mesures d'assurance qualité/contrôle des données, la Réunion propose que le Secrétariat prenne les actions appropriées pour veiller à ce que les résultats des évaluations d'aptitudes et programmes de formation guident les futures actions dans le cadre du programme d'assurance qualité du PNUE/PAM – MEDPOL, notamment l'identification de connaissances spécifiques et des besoins techniques des laboratoires individuels, pour mettre en place de bonnes pratiques de laboratoires en vue d'analyser les contaminants organiques et se fournir des normes appropriées et de matériaux de référence certifiés.

16. La Réunion souligne la nécessité pour les Points focaux du MED POL de suivre plus étroitement les laboratoires nationaux qui participent à la mise en œuvre du programme de surveillance MED POL IV/IMAP et les experts qui participent respectivement aux évaluations d'aptitude et aux programmes de formation organisés pour les éléments en trace et les composants organiques, en vue d'appuyer davantage les efforts nationaux visant à mettre en œuvre les mesures d'assurance qualité/de contrôle des données.

17. Prenant en compte les défis relatifs à la confidentialité des résultats des évaluations d'aptitude, la Réunion indique un besoin, pour les laboratoires nationaux, de convenir d'une levée de la clause de confidentialité pour les Points focaux du MED POL. MED POL continuera pendant ce temps de communiquer les résultats des évaluations d'aptitude aux Points focaux du MED POL sur la base des résultats présentés dans les rapports régionaux et nationaux, pour lesquels des codes sont donnés aux laboratoires participants respectifs.

Point 6 de l'ordre du jour : Protocoles de surveillance pour les indicateurs communs IMAP relatifs à la pollution

18. La Réunion recommande au Secrétariat de soulever les questions suivantes lors de l'exercice biennal 2020-2021 :

- a) S'axer davantage sur les bonnes pratiques de laboratoires et méthodes d'évaluation connexes en prenant en compte les changements permanents dans la littérature, les méthodes de référence, ainsi que les techniques d'échantillonnage et d'évaluation, notant la nécessité de veiller à ce que le suivi fournisse des données qui permettent l'évaluation;
- b) Du travail supplémentaire sur les méthodologies d'évaluation est nécessaire avant le suivi afin d'aligner les stratégies de suivi avec les résultats des évaluations.
- c) Mettre en place les conditions de référence, non seulement pour la chlorophylle-a, mais également pour les nutriments, la transparence et l'oxygène, en tant qu'exigences minimales ;
- d) Définir les critères d'évaluation pour les méthodes d'évaluation chimique et biologique intégrées et tester de nouveaux outils de recherche visant à surveiller les effets toxiques ;
- e) Mettre à jour les protocoles de surveillance pour refléter les avancées technologiques continues en matière de surveillance de l'environnement marin, en gardant à l'esprit que les méthodes et directives normalisées publiées sur l'échantillonnage et le traitement des échantillons restent valides en général ; et
- f) Modifier régulièrement les méthodes d'échantillonnage (par exemple analyse instrumentale), notamment l'assurance qualité et faire en sorte que les méthodes communes soient convenues selon que de besoin.

19. La Réunion demande au Secrétariat d'élaborer un manuel de surveillance IMAP pour EO5 et EO9 au cours de la période biennale 2020-2021 afin de rassembler et convenir des méthodologies choisies en vigueur en Méditerranée, y compris les détails techniques et recommandations d'utilisation des protocoles de surveillance.

20. La Réunion souligne l'importance de l'approche imbriquée à appliquer davantage dans quatre sous-régions d'évaluation de Méditerranée et l'approche en mer dans leurs sous-divisions, ainsi que l'existence de plusieurs exemples d'échelles régulières, irrégulières, nationales basé sur MSFD / WFD et/ou adaptées aux objectifs des indicateurs communs de l'IMAP appliqués en Méditerranée. La Réunion encourage à cette fin l'identification l'application des domaines d'évaluation imbriquée, notamment d'échelles d'évaluation plus précises en utilisant une approche ascendante pour confirmer la liste existante (avec la participation des parties contractantes), ou étendre la liste des mers de Méditerranée et préparer des produits d'évaluation agrégés.

21. La Réunion indique la nécessité de se baser sur les connaissances importantes acquises grâce à la surveillance de l'environnement marin pour définir les échelles spatiale et temporelle de l'indicateur commun 13 (nutriments clés) de l'IMAP, de même que garantir leur définition plus approfondie pour l'indicateur commun 14 de l'IMAP et les indicateurs communs liés à l'objectif écologique 9.

22. Enfin, la Réunion se félicite de la remise en place de groupes de travail en ligne pour l'eutrophisation (OE5) et les contaminants (OE9), englobant les scientifiques de toute la Méditerranée qui travaillent en collaboration avec le Secrétariat pour contribuer davantage à traiter des priorités de couverture spatiale et temporelle de la Méditerranée.